



# ASSEMBLÉE NATIONALE

17ème législature

## Situation sécuritaire à Mayotte

Question au Gouvernement n° 287

Texte de la question

### SITUATION SÉCURITAIRE À MAYOTTE

**Mme la présidente** . La parole est à Mme Anchya Bamana.

**Mme Anchya Bamana** . Monsieur le premier ministre, c'est avec une immense tristesse que je vous exprime la détresse des Mahorais à la suite de Chido, puis Dikeledi. À ces cataclysmes naturels s'ajoute hélas une catastrophe sécuritaire qui s'abat sur la population. Les délinquants règnent en terrain conquis.

En effet, dans notre chaos généralisé, les besoins pour reconstruire les bidonvilles génèrent sur toute l'île une violence décuplée et devenue insupportable : assassinat d'un jeune homme à coups de couteau ; viol d'une femme sous le regard impuissant de son mari ; vols et pillages quotidiens des maisons en présence de leurs habitants traumatisés.

Les bidonvilles ont été reconstruits à toute allure. Pourtant, de nouveaux squats apparaissent. Le plus symbolique est celui du lycée Bamana. Cet établissement a servi de centre d'hébergement au plus fort de Chido, pour mettre à l'abri des personnes vulnérables, dont des migrants sans papiers. À l'heure où je vous parle, ces derniers sont en train de piller l'établissement.

Comme le lycée Henri-IV pour Paris, le lycée Bamana est un immense symbole de notre histoire singulière au sein de la nation. Quel Parisien accepterait que le prestigieux lycée Henri-IV soit ainsi dégradé ?  
*(Applaudissements sur les bancs des groupes RN et UDR.)*

Un mois après Chido, ce squat indigne profondément les Mahorais. Cette situation ne peut durer. Hier, vous avez affirmé ici même : « La République n'existe que si elle se fait respecter. » Quand allez-vous faire évacuer le lycée Bamana ? À quand les reconduites à la frontière des illégaux qui nous détruisent ? Êtes-vous prêt à décréter l'état d'urgence sécuritaire à Mayotte ? Attention, nous ne sommes pas loin d'une guerre civile ! *(Les députés des groupes RN et UDR se lèvent et applaudissent.)*

**Mme la présidente** . La parole est à M. le ministre d'État, ministre de l'intérieur.

**M. Jean-Paul Lecoq** . Ce n'est pas le ministre des outre-mer !

**M. Bruno Retailleau, ministre d'État, ministre de l'intérieur** . Vous portez par votre voix la parole de nos compatriotes mahorais. Je m'associe à votre propos et leur adresse des mots de compassion après Chido et l'épisode de tempête qui vient de frapper un territoire devenu fragile.

Au-delà des violences climatiques, ce territoire est effectivement frappé par des violences sécuritaires. Ce n'est

pas récent, vous le savez parfaitement, mieux que moi sans doute ; c'est le cas depuis des mois, voire des années.

On m'a rapporté les événements auxquels vous faites allusion. Le dernier en date est l'attaque et le cambriolage de deux maisons, dont l'une était abandonnée, par plusieurs centaines d'individus. C'était en réalité un guet-apens, dans lequel quatre policiers ont été blessés hier. Nous avons riposté dès ce matin, en interpellant douze individus : grâce à des drones, nous avons détecté précisément les personnes participant à ces menées non seulement subversives mais extrêmement violentes.

Oui, il faut régler la question de la sécurité. Je vous rappelle que nous avons dépêché désormais 960 policiers, plus de 1 200 gendarmes, une partie du Raid et du groupe d'appui opérationnel. Ils sont à l'œuvre, mais sont aussi, vous le savez, au four et au moulin.

Il faudra traiter les causes racines. Onze des douze individus interpellés ce matin sont des étrangers en situation irrégulière ; ce n'est pas acceptable.

**M. Hervé de Lépinau** . Et alors, que fait-on ?

**M. Bruno Retailleau, ministre d'État** . Il faut reconstruire les protections qui ont été détruites, notamment par Chido. Nous devons d'abord mieux anticiper la détection, en employant tous les moyens nécessaires – aéronefs, drones, système satellitaire. En utilisant le rocher de Mtsamboro, nous gagnerons quarante-cinq minutes pour nos intercepteurs, qui seront tout près des kwassa-kwassa. Nous installerons des centres et locaux de rétention administrative.

Je l'ai dit, il faut s'attaquer aux causes racines. Dans le cadre de la niche du groupe DR sera présenté un texte visant à durcir l'accès au droit du sol. C'est fondamental. (*Applaudissements sur les bancs du groupe DR.*)

**M. Philippe Gosselin** . Oui, ce sera lors de la niche du groupe DR !

## Données clés

**Auteur** : [Mme Anchya Bamana](#)

**Circonscription** : Mayotte (2<sup>e</sup> circonscription) - Rassemblement National

**Type de question** : Question au Gouvernement

**Numéro de la question** : 287

**Rubrique** : Outre-mer

**Ministère interrogé** : Intérieur

**Ministère attributaire** : Intérieur

## Date(s) clé(s)

**Question publiée le** : 16 janvier 2025

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le 16 janvier 2025